

Air Liquide France Industrie

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 24/05/2024

Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

n prélude aux réponses d'Air Liquide France Industrie (« Air Liquide » par la suite), nous souhaitons préciser que nous sommes en accord avec les positions exprimées par l'UNIDEN, association dont nous sommes membres. Nos différentes installations de production de gaz industriels sont en effet électro-intensives, directement raccordées au réseau (en majorité) ou en décompte sur des plateformes industrielles. Elles alimentent elles-mêmes en continu les besoins en gaz industriels de nos clients industriels dont une grande partie est également membres de l'UNIDEN et un tissu de PME à échelle régionale.

Air Liquide comprend le besoin de RTE d'optimiser les puissances de raccordement en HTA et HTB des installations industrielles existantes et d'ajuster au mieux celles des futurs projets de croissance des consommateurs industriels, notamment pour la transition énergétique.

RTE cherche par ces optimisations à dégager des marges de manœuvre sur les différents paliers techniques des catégories de raccordements HTA/HTB, il faudrait cependant tenir compte des perspectives de développement à moyen et long terme des sites industriels ainsi que de leur historique.

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Une formulation de modification généralisée et systématique de la puissance de raccordement ne nous paraît pas bien servir le développement à long terme d'Air liquide et de ses clients s'il est mis en œuvre dans le moyen terme envisagé (inférieur ou égal à 5 ans).

Cette systématisation donnerait aussi un signal contraire à l'évolution mise en œuvre par RTE sous l'autorité de la CRE par création de zones géographiques prioritaires sur des bassins industriels. Un examen au cas par cas nous semble plus approprié avec des conditions souples (en termes de délais mais aussi d'indemnisation) pour concilier intérêt public et besoins à long terme d'Air Liquide.

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

La réponse est confidentielle

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

La réponse est confidentielle

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

Air Liquide France Industrie

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Lors de l'instruction de nouvelles demandes de raccordement (essentiellement RTE pour Air Liquide), le coût de raccordement a été défini pour un besoin non limité dans le temps et une puissance de raccordement précise; c'est donc un engagement mutuel à très long terme.

La durée de 5 ans pour le transport et 2 ans pour la distribution sont beaucoup trop courts au vu des délais pour obtenir un nouveau raccordement. Les délais actuels de réalisation sont supérieurs à 5 ans pour la plupart de nos demandes en cours d'instruction, compte tenu de la durée du processus complet entre la demande d'Etude Exploratoire, la demande de PTF, les éventuels besoins de renforcement amont, les travaux et leurs incertitudes et aléas rappelés par RTE dans ces PTF.

Pour les nouvelles installations, il devrait y avoir une période d'observation, une fois le raccordement effectué, afin de garantir une durée supplémentaire nécessaire à la réalisation effective du projet depuis la construction de l'installation, à la montée en puissance du site jusqu'à sa valeur nominale prévue. Les sites Air Liquide s'inscrivent dans des bassins industriels, avec des clients existants ou nouveaux qui ont chacun leur propre calendrier d'évolution de consommation et de développement de projet ; et pour lesquels des contrats long terme de 15 ans sont signés. Une période de 5 ans est trop courte par rapport à nos engagements clients de 15 ans.

Dans le cas d'une réduction de sa puissance de raccordement, le site industriel qui a financièrement payé le raccordement doit être compensé à sa juste valeur, dans la mesure où ce raccordement sera ensuite contractualisé par un autre utilisateur du réseau. Un compte de régularisation pourrait être mis en place à cet effet.

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Air Liquide dispose d'un nombre de sites où la situation exige un examen selon l'implantation et les projets en cours de développement. Notamment Air Liquide est présent dans la plupart des bassins industriels français là où ses usines alimentent en fluides essentiels (les industriels de la région)

Le traitement automatique et sans indemnisation des modifications de puissance sans concertation avec les industriels ne paraît pas adapté ni pertinent.

En accord avec la position de l'UNIDEN, rappelée ci-après, une modification automatique ne tiendra en effet pas compte de cas d'usages où Air Liquide ne soutire pas la puissance prévue lors de la signature de PTF en raison de causes échappant à son contrôle et notamment du niveau des livraisons futures dédiées à nos clients finaux. Pour les nouvelles installations ou la mise en service de nouveaux actifs, la montée en puissance dépend de nombreux paramètres, dont la disponibilité d'autres sources et vecteurs énergétiques et des infrastructures liées.

Une approche de concertation au cas par cas est appelée de nos vœux et à l'issue d'une période d'observation (par exemple entre 5 à 10 ans glissants après raccordement effectif par RTE des nouvelles installations) d'autant que le RTE a lui-même fait évoluer son approche des nouvelles demandes de raccordement et de renforcement de renforcement du RPT en acceptant de définir des zones géographiques dites prioritaires .

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Voir réponses aux questions 5 et 6

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes

Air Liquide France Industrie

soit réalisée sans indemnisation ?

Comme souligné par la CRE, le surdimensionnement - éventuel - initial du raccordement de l'utilisateur pour les installations récentes a été en partie financé par la collectivité via la réfaction de 30% (uniquement sur la ligne principale, la ligne d'alimentation complémentaire (ligne en double) et la ligne de secours ne fait pas l'objet de réfaction) pour les raccordements au RPT.

70% du coût de la ligne principale et 100% de la ligne d'alimentation complémentaire/ secours restent à la charge du consommateur. Les consommateurs comme Air Liquide sont donc déjà largement incités à dimensionner au plus juste. Air Liquide n'est pas favorable à cette proposition

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Nos besoins de Puissance de raccordement (Pracc) étant exprimées au plus juste, le risque technico-économique est de se retrouver avec une indemnisation (basée sur des valeurs comptables historiques) pour une Pracc revue à la baisse alors qu'en cas de récupération ultérieure de cette puissance au-delà de la Pracc abaissée, on peut penser que le chiffrage par PTF du RTE prendra en compte des valeurs économiques actualisées réelles, bien supérieures aux valeurs comptables.

Si cette mesure est imposée de manière uniforme et systématique, cela constituerait un frein au développement économique. Il est important de prendre en compte les perspectives locales des sites raccordés qui devraient être traitées au cas par cas en bonne intelligence économique et technique

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

L'indemnisation doit se faire sur la base de critères transparents et objectifs qui prennent en compte la valeur de la puissance non utilisée et basée sur la valeur d'usage plutôt que la valeur comptable historique . Pour des actifs électriques de fortes puissances dont les durées de vie sont importantes, la baisse de la valeur d'usage résiduelle dans le temps est très faible et non linéaire.

Air Liquide n'est pas favorable à une limitation dans le temps.

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Dans sa consultation publique portant sur le schéma décennal de développement du réseau (SDDR), RTE estime que la durée de vie d'une liaison aérienne est de 85 ans, et celle d'un transformateur électrique de 70 ans.

Les durées de 2 ans et 5 ans proposées dans cette consultation ne sont pas cohérentes avec la durée de vie des actifs électriques, ni avec les principes de détermination des Puissances de raccordement par Air Liquide dans ses demandes de raccordement (voir réponses 1 et 2) .

Air Liquide n'est pas favorable aux durées de 2 et 5 ans proposées par la CRE et propose de raisonner au mieux en valeur d'usage.

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Air Liquide considère que la valeur d'usage doit être prise en compte prioritairement plutôt qu'une certaine dose de dégressivité dans le calcul de l'indemnisation.

Air Liquide France Industrie

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Si l'on met en regard :

1. L'âge moyen des actifs RTE (environ 50 ans – l'un des réseaux les plus âgés d'Europe)
2. La formule proposée par la CRE, qui propose de fixer une durée d'amortissement des ouvrages du réseau de transport à 50 ans.

Alors l'indemnité en (€) va être plafonnée à 10% de la participation initiale pour beaucoup de consommateurs du réseau.

Un mécanisme d'indemnisation qui prend en compte la valeur d'usage et non la valeur comptable semble plus approprié.

Si notre société a des projets dont les délais de raccordement sont supérieurs à 5 ans sur un site sur lequel nous sommes déjà présents et permettant une extension, nous pourrions nous retrouver dans la situation où, en attendant le raccordement du RTE à une capacité supplémentaire, Air Liquide pourrait avoir à payer une PTF d'augmentation de Puissance de raccordement, à un montant beaucoup plus élevé que l'indemnisation (aujourd'hui basée sur des critères comptable et non pas d'usage ni remplacement.)

Dans les cas où, à horizon supérieur à 5 ans glissants, nous n'avons pas sur certains sites de perspectives avérées d'investissement de croissance, la question de l'indemnisation et de ses modalités pourrait en effet être envisagée en concertation avec RTE.

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Pas d'avis. Nous ne disposons que de très peu d'installations industrielles raccordées au Réseau de distribution.

Question 15 : Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Air Liquide exploite des sites raccordés depuis beaucoup plus que 25 ans. Mais la date du premier raccordement n'est pas forcément connue. A l'époque, les conditions de classes tension de raccordement ne suivaient pas exactement les mêmes critères qu'aujourd'hui, puisque RTE n'existait pas en tant que tel

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Une concertation au cas par cas est à voir, en prenant en compte l'existence des projets sous horizons à 5 ans voire davantage, et une transparence sur les coûts affichés.

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Difficile pour Air Liquide de se prononcer sur le fond tant que l'on ne connaît pas l'origine ou les raisons de ce pourcentage de 40% et surtout la nature des travaux à charge de l'utilisateur.

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

Air Liquide France Industrie

La difficulté principale est d'avoir accès à une information transparente sur la réalité des besoins en raccordement afin d'éviter tout surdimensionnement non justifié. RTE a annoncé qu'un pourcentage non négligeable de demandes de raccordement, en augmentation notable, ne conduisait pas à la signature d'une PTF, il est nécessaire afin de limiter les coûts pour la collectivité, d'assurer un minimum de cohérence économique (solidité des projets) sur ce développement des réseaux, à la fois sur un plan national ou international mais aussi en fonction des zones prioritaires définies.